

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 22 FÉVRIER 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 22 février 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	14	4

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 24/02/021**

**AUTORISATION  
D'OCCUPATION  
TEMPORAIRE DU DOMAINE  
PUBLIC MILITAIRE RELATIVE  
AU PASSAGE D'UNE  
CANALISATION  
D'ASSAINISSEMENT D'EAUX  
USEES SUR LE SITE DE  
LAGOUBRAN A OLLIOULES**

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVAR, M. Franck CHOUQUET, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Kristelle VINCENT.

**REPRESENTES :**

Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Christine SINQUIN, M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Olivier CHARLOIS ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Isabelle MONFORT, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, M. Yann TAINGUY ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL.

**ABSENTS :**

M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Gilles VINCENT.

## **Séance Publique du 22 février 2024**

**N° D' O R D R E : 24/02/021**

**O B J E T : AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU  
DOMAINE PUBLIC MILITAIRE RELATIVE AU PASSAGE  
D'UNE CANALISATION D'ASSAINISSEMENT D'EAUX  
USEES SUR LE SITE DE LAGOUBRAN A OLLIOULES**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** l'autorisation d'occupation temporaire ci-annexée,

**VU** l'avis de la Commission Eau et Assainissement en date du 13 février 2024,

**CONSIDERANT** que l'autorisation d'occupation temporaire du 16 septembre 2010 du Ministère de la Défense autorise la Métropole Toulon Provence Méditerranée à occuper le domaine public militaire au sein de l'établissement « Bon Repos » dépendant de la Pyrotechnie de l'Arsenal Principal,

**CONSIDERANT** que cette autorisation est consentie pour l'exploitation de la canalisation d'assainissement des eaux usées,

**CONSIDERANT** que la redevance annuelle est fixée à 119,00 euros, révisable selon les variations de l'indice TP02,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'ACCEPTER** l'autorisation d'occupation du domaine public militaire visée.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à se conformer à toutes les prescriptions de l'autorisation d'occupation temporaire du 16 septembre 2010.

### **ARTICLE 4**

**DE REGLER** le montant de la redevance annuelle correspondante.

## **ARTICLE 5**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Annexe Assainissement, opération 23829, article 6356.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 22 février 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



POUR 77

CONTRE 0

ABSTENTION 0

COMMUNE d'OLLIOULES

BP 108 - 83191 OLLIOULES

Tél : 04.94.30.41.40

SERVICE FINANCIER

Arrivé au Service Courrier le

21 JUL. 2009

TPM N°

15528

17 juillet 2009

**BORDEREAU des PIECES**

Toulon Provence Méditerranée  
Service Communautaire d'Assainissement  
Courrier arrivé le :

31 JUL. 2009

N° 1546

Transmis à : TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

SERVICE ASSAINISSEMENT

A l'attention de Madame SANCHEZ Michelle

**DESIGNATION DES PIECES**

VILLE D'OLLIOULES

Veillez trouver ci-joint l'avis d'imposition concernant le passage de canalisation d'assainissement quartier Bon Repos pour la période du 01.08.2009 au 31.07.2010

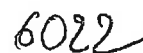
Vous en souhaitant bonne réception

SERVICE FINANCIER  
Isabelle BLANC



21/07/2009

Il s'agit d'un BORDON 76 → m. avec les P. et avec  
coordonnées du gestionnaire à la SUTEX pour faire  
un nouvel avis



Décision du : 20/08/1979

TPM N°

Avenue GENERAL DE GAULLE  
83190 OLLIOULES

17 JUL. 2009

**COURTIER ARRIVEE**

**GAULLE**  
Mr. De Maure, Adjoint  
Secrétaire Général  
Service du personnel  
Etat Civil - Aff. Diverses  
Police Municipale  
Gestion des Salles  
Service Urbanisme  
Service Financier  
Service Immobilier  
C.C.A.S. Emploi  
Mairie Garderie  
Écoles  
Restaurant Scolaire  
Sapeurs Pompiers  
Service des Sports  
Services Techniques

ATOM-  
SPOR-

14015

## Période du 01/08/2009 au 31/07/2010

DATE LIMITE DE PAIEMENT : 05/08/2009

Compte : BdF 30001-00831-A8300000000-35

*(Veuillez libeller votre chèque à l'ordre du "TRESOR PUBLIC")*

L'accès aux informations nominatives est assuré conformément à la Loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés

## PARTIE A JOINDRE AU REGLEMENT

83056 TOULON CEDEX

Imputation Budgétaire : 725.1/411.81/2203.02

DIRECTION GENERALE DE  
LA COMPTABILITE PUBLIQUE

TRESORERIE GENERALE DU VAR



Centre Mayol- Plage Besagne

B.P. 1409

83056 TOULON CEDEX

Horaires d'ouverture : 8H30 - 11H30 / 13H30 - 16H30

TOULON, le

21 JUL. 2009



Toulon Provence Méditerranée  
Service Communautaire d'Assainissement

Madame MARCHINI

Direction Finances

TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

20 Rue Peiresc

B.P. 536

83041 TOULON CEDEX

Affaire suivie par : Denise DIDERON

Téléphone : 04.94.03.81.54

Télécopie : 04.94.03.81.86

Courriel : denise.dideron@dgfip.finances.gouv.fr

28 JUL 2009  
N° 1495

OBJET : OLLIOULES – Etablissement du Bon Repos  
Autorisation d'occupation du domaine public militaire  
Passage canalisation d'assainissement

Madame,

Suite à notre entretien téléphonique, veuillez trouver ci-joint un exemplaire de l'arrêté du 20 août 1979, autorisant la commune d'Ollioules à occuper le sous-sol de l'Etablissement du Bon Repos, afin d'y faire passer une canalisation d'assainissement.

Pour effectuer le transfert de l'autorisation au profit de TPM, vous voudrez bien prendre contact avec la Direction Régionale du Service d'Infrastructure de la Défense – Service domanialité, urbanisme, logement – B.P. 31036 – 83057 TOULON Cedex.

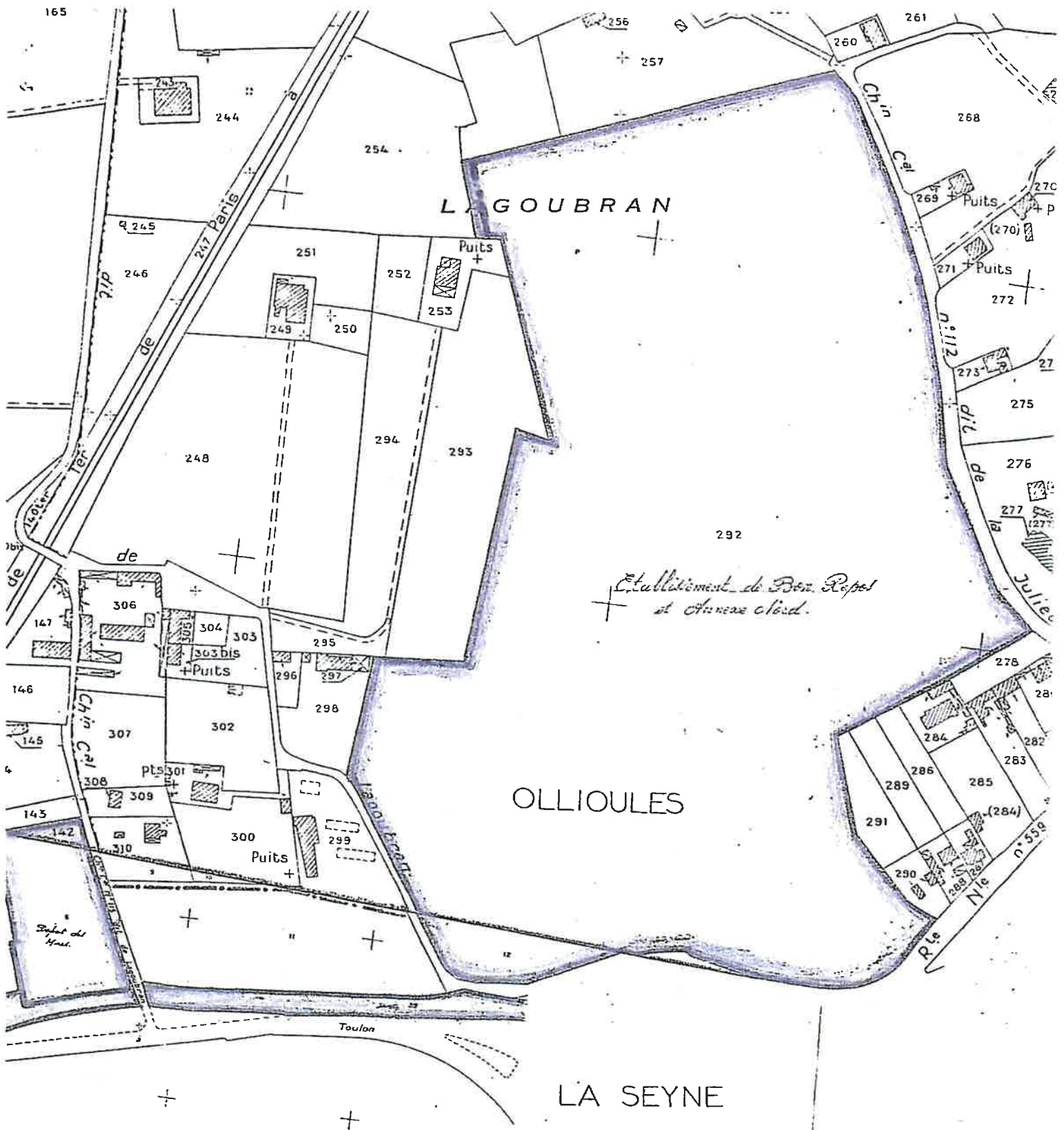
Je vous donne les coordonnées téléphoniques de Mme KUBRYK - Tel : 04.94.02.58.77 – Fax 04.94.02.30.71.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées

L'Agent de France Domaine

D.DIDERON





Le Vice-Amiral d'Escadre  
Commandant en Chef pour la Méditerranée  
et Préfet Maritime de la III<sup>e</sup> Région

Le Sénateur-Maire d'OLLIOULES

*Huay*

— Terrain Marine.  
— canalisations assainissement.





DECISION DU DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX.

Le Directeur des Services Fiscaux,

Approuve les conditions financières stipulées à l'article 3 de l'arrêté ci-dessus.

TOULON, le 4/9/83

Pour le Directeur des Services Fiscaux,  
Le Directeur Divisionnaire,

ENGAGEMENT DU PETITIONNAIRE.

Je soussigné, DURBEC Guy R. LAMAZOU

demeurant à Sénateur-Maire de la Commune d'OLLIOULES,

déclare, par le présent engagement, m'obliger à me conformer à toutes les prescriptions de l'arrêté ci-dessous, notamment à payer les redevances, indemnités et droit stipulés à l'article 3 et reconnais avoir reçu ce jour l'ampliation qui m'est destinée.

A Ollioules, le 19 Mars 1980

Le Sénateur-Maire,

*Le et Affirmé*



MARINE NATIONALE  
-----  
III° REGION MARITIME  
-----  
DIRECTION DES TRAVAUX MARITIMES  
-----  
SERVICE DOMANIALITE  
-----

ARRETE D'OCCUPATION TEMPORAIRE

Le Préfet Maritime de la IIIème Région Maritime,  
Agissant en vertu des Articles L.28 et R.53 du Code du Domaine de l'Etat,  
Sur proposition du Directeur des Travaux Maritimes,  
Sous réserve de l'engagement à souscrire par le concessionnaire de payer la redevance annuelle fixée par le Directeur des Services Fiscaux,  
Vu les articles L.29 à L.33, R.53 à R.57, A.12 à A.19, A.26 du Code du Domaine de l'Etat,  
Vu le décret N° 78.1095 du 13.11.1978, portant délégation de pouvoir de signature du Ministre de la Défense en matière d'opérations domaniales,  
Vu la demande en date du 25.9.1978 présentée par Monsieur le Maire d'Ollioules demeurant Mairie d'Ollioules - VAR, tendant à obtenir l'autorisation de passage d'une canalisation d'assainissement à l'intérieur de l'établissement de BON REPOS dépendant de la Pyrotechnie de l'Arsenal Principal de TOULON, tel qu'il figure tracé en rouge sur le plan annexé,  
Vu l'avis du Directeur des Services Fiscaux fixant le montant de la redevance à imposer au concessionnaire,

A R R E T E :

ARTICLE 1ER

L'autorisation qui fait l'objet de la demande susvisée est accordée sans limitation de durée à dater du 1er AOÛT 1979.

ARTICLE 2.

La présente autorisation est rigoureusement personnelle. Le concessionnaire ne pourra donc, de quelque manière que ce soit, en transférer le bénéfice à quiconque.

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable et pourra, de ce fait, être retirée à toute époque, en cas d'inexécution des conditions imposées ou bien si les besoins de la Défense ou un intérêt public justifient cette mesure (en particulier dans le cas de remise aux Domaines pour aliénation de l'immeuble concédé) ce dont l'Administration restera seul juge, et ce, sans que le concessionnaire ou ses ayants-droit puissent prétendre à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

Le concessionnaire devra évacuer les lieux, sans délai, dès réception de la notification de la résiliation de l'arrêté en cause.

### ARTICLE 3.

En raison de l'autorisation d'occupation du domaine public militaire dont il bénéficie, le concessionnaire versera chaque année une redevance de DEUX CENT FRANCS (200 F) à la Caisse du Receveur <sup>local</sup> ~~prin-~~ cipal des Impôts de ~~TOULON~~ *alloues*

Cette redevance, qui pourra être révisée dans les conditions fixées par l'article L.33 du Code du Domaine de l'Etat, commencera à courir à partir de la date indiquée à l'article 1 ci-dessus.

En cas de retard dans le paiement d'un seul terme et par application de l'article L.32 du Code du Domaine de l'Etat, les redevances échues seront majorées d'un intérêt moratoire dont le taux est fixé, en matière domaniale, par décision du Ministre de l'Economie et des Finances sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard. Les fractions de mois seront négligées pour le calcul des intérêts.

En outre, le concessionnaire sera tenu d'acquitter en même temps que le premier terme de la redevance ci-dessus fixée, le droit fixe prévu par les articles L.29 et R.54 du Code du Domaine de l'Etat.

### ARTICLE 4.

Le concessionnaire doit s'engager à :

- Prendre directement à sa charge les conséquences pécuniaires des dommages susceptibles d'être causés à ses membres ou agents, ou préposés, ou à des tiers par le fait ou à l'occasion de l'utilisation du domaine militaire et à substituer sa responsabilité à celle de l'Etat, Ministère de la Défense, dans le cas où celle-ci viendrait éventuellement à être recherchée.

- N'effectuer aucun recours contre l'Etat - Ministère de la Défense - pour les dommages susceptibles d'être causés à ses membres ou à ses agents ou préposés durant leur séjour à l'intérieur du domaine militaire.

- En cas de dégradation ou de perte, à rembourser à l'Etat - Ministère de la Défense - quelles qu'en soient les causes, les dommages de toute nature qui pourraient être causés par ses membres ou agents ou préposés, durant leur séjour sur le domaine militaire.

- Assurer les risques mis à sa charge (alinéas ci-dessus et risques d'incendie) auprès d'une Compagnie d'assurances solvable et à présenter à l'autorité militaire l'attestation d'assurance correspondante préalablement à toute utilisation de l'immeuble militaire. Une clause spéciale du contrat d'assurance prévoira que la Compagnie d'assurances renonce à exercer, le cas échéant, une quelconque action en remboursement contre l'Etat, même dans l'hypothèse où elle serait habilitée à le faire à l'encontre du souscripteur du contrat.

ARTICLE 5.

Le concessionnaire ne pourra modifier l'état des lieux de l'ouvrage concédé ou y entreprendre de construction nouvelle de quelque nature qu'elle soit (légère, demi-dure, dure) avant d'en avoir soumis le projet détaillé à l'approbation écrite du Directeur des Travaux Maritimes de TOULON.

Il devra supporter seul la charge de tous les impôts, et notamment les taxes foncières auxquelles sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations, qu'elles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté.

Le concessionnaire fera, en outre, s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration notamment de constructions nouvelles prévue par le Code général des Impôts (article 1406 C.G.I.).

ARTICLE 6.

En cas de retrait de l'autorisation, le concessionnaire devra remettre les lieux en leur état primitif, faute de quoi les mesures nécessaires pour y parvenir seront prises d'office aux frais du concessionnaire par l'autorité militaire, à moins que cette dernière n'accepte formellement le maintien partiel ou total des installations dont le concessionnaire devra, dans ce cas, faire abandon gratuit à l'Etat.

ARTICLE 7.

Dans le cas où, pour quelque cause que ce soit, la présente autorisation serait retirée, la redevance imposée au concessionnaire cessera de courir à partir du jour de la notification de l'arrêté de révocation et le concessionnaire pourra se pourvoir à la fin de restitution de ce qu'il aurait payé en excédent.

ARTICLE 8.

Les agents de l'Etat (Marine, Domaines) auront la faculté de pénétrer dans l'immeuble concédé.

ARTICLE 9.

Le Directeur des Travaux Maritimes est chargé de l'exécution technique et du contrôle du présent arrêté, dont deux exemplaires seront adressés à M. le Directeur des Services Fiscaux du VAR à TOULON pour notification au concessionnaire de celui qui lui est destiné.

Fait en trois originaux à TOULON, le 20 AOUT 1979

Le Vice- Amiral d'Escadre ACCARY  
Commandant en Chef pour la Méditerranée  
et Préfet Maritime de la IIIème Région

1.  *Accary*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COMMANDEMENT DE LA ZONE,  
DE LA REGION  
ET DE L'ARRONDISSEMENT  
MARITIMES MEDITERRANEE

**SGA**

Secrétariat général pour l'administration

SERVICE D'INFRASTRUCTURE  
DE LA DEFENSE

DIRECTION REGIONALE DE TOULON

Service domanialité, urbanisme, logement

### AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

**Immeuble** : Zone de Lagoubbran (annexe nord pyrotechnie)  
**N° G2D** : 830 090 502 U  
**N° site Chorus** : 158770  
**N° Composant G2D** : 54 (non construit)  
**N° Composant Chorus** : néant

Le vice-amiral d'escadre Yann Tainguy, Commandant la zone, la région et l'arrondissement maritimes Méditerranée, Préfet maritime de la Méditerranée,  
Vu, la demande en date du 18 août 2009 de la mairie d'Ollioules,  
Vu, le code général de la propriété des personnes publiques (CG 3P), notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3, L.2122-5 et L.2125-1 à L.2125-6,  
Vu, le code du domaine de l'Etat, notamment les articles L.30, L.33, R.53, R.57 et A12 à A39,  
Vu, l'ordonnance n° 2004-1374 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de la défense,  
Vu, les décrets n° 2007-583 et 2007-601 des 23 avril et 26 avril 2007 relatifs à certaines dispositions réglementaires de la première partie du code de la défense,  
Vu, le décret du 25 mars 1993 modifié portant délégation de pouvoirs et de signature du ministre de la défense en matière d'opérations domaniales,  
Vu la décision n°1.1616.2010 CECMED/INFRA/DOM/NP du 12 janvier 2010,  
Vu, l'avis du trésorier payeur général fixant le montant de la redevance à imposer au permissionnaire,  
Sous réserve de l'engagement à souscrire par le permissionnaire de payer la redevance annuelle fixée par le trésorier payeur général,

### DECIDE

#### Article 1 : Objet

L'Etat-Défense autorise le passage d'une canalisation d'assainissement à l'intérieur de l'établissement « Bon Repos » dépendant de la Pyrotechnie de l'Arsenal Principal de Toulon au profit de la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée (TPM).



Service d'Infrastructure de la Défense - Direction Régionale de Toulon  
B.P.31036 - 83057 Toulon cedex

83 090 502 U



La présente autorisation ne peut en aucun cas être considérée comme convention ouvrant droit, suivant le cas, soit à la propriété commerciale, soit aux avantages conférés par les baux ruraux, soit aux avantages conférés par les locations de locaux d'habitation.

Le présent titre d'occupation ne confère pas à son titulaire de droits réels prévus par le code général de la propriété des personnes publiques ou la jurisprudence.

## **Article 2 : Désignation**

Le passage de la canalisation est indiqué sur les plans joints en annexe .

## **Article 3 : Durée**

L'autorisation qui fait l'objet de la demande susvisée est accordée pour la durée de l'exploitation de la canalisation d'assainissement.

## **Article 4 : Caractéristiques de l'occupation**

La présente autorisation est rigoureusement personnelle. Le permissionnaire ne peut donc, de quelque manière que ce soit, en transférer le bénéfice à quiconque. En outre, elle sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de la communauté d'agglomération.

Le permissionnaire est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom les biens mis à sa disposition.

Toute sous-location de ces biens et toute cession de la présente autorisation sont interdites.

En cas de cession irrégulière de la part du permissionnaire, celui-ci continuera à être responsable vis-à-vis de l'Etat de toutes ses obligations, notamment du paiement de la redevance.

Les agents de l'Etat (Défense, France domaine) auront la faculté de pénétrer dans l'immeuble concédé.

## **Article 5 : Redevance**

En raison de l'autorisation d'occupation du domaine public militaire dont il bénéficie, le permissionnaire versera chaque année à la trésorerie générale du Var une redevance révisable de 119 euros.

En cas de retard dans les paiements, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal en application de l'article L.2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques.

## **Article 6 : Responsabilité du permissionnaire**

Le permissionnaire fera son affaire personnelle de tous risques et litiges de quelque nature qu'ils soient, provenant de l'utilisation qu'il fait du domaine mis à sa disposition. Il sera seul responsable envers l'Etat qu'à l'égard des tiers, de tous accidents, dégâts ou dommages.

Le permissionnaire s'engage à entretenir et conserver "en bon père de famille" l'immeuble mis à disposition, en assurer le gardiennage et maintenir les lieux en constant état de propreté.

Il ne pourra y réaliser des terrassements ou y entreprendre de construction nouvelle de quelque nature qu'elle soit (légère, demi dure, dure) avant d'en avoir soumis le projet détaillé à l'approbation écrite du directeur régional du SID de Toulon.

### **Article 7 : Obligations d'assurances**

Le permissionnaire devra souscrire les polices d'assurances correspondant aux obligations et responsabilités qui lui incombent.

Ces contrats devront notamment garantir sa responsabilité civile, les risques d'incendie les dégâts des eaux, d'explosion, le vandalisme et autres dommages pouvant survenir au domaine mis à disposition.

Les polices souscrites devront garantir l'Etat contre le recours des tiers pour quelque motif que ce soit, tiré de cette utilisation.

Les compagnies d'assurances auront communication des termes de la présente autorisation afin de rédiger en conséquence leurs garanties. Mention de cette communication sera faite dans chaque contrat d'assurance.

Le permissionnaire prendra toutes les dispositions pour résilier en temps utile les polices souscrites de sorte que la responsabilité de l'Etat ne soit recherchée pour la continuation de ces contrats qu'après expiration de l'autorisation.

Le permissionnaire communiquera à la direction régionale du service d'infrastructure de la Défense de Toulon les copies des contrats d'assurances et leurs avenants dans le mois de leur signature.

L'Etat pourra en outre, à toute époque, exiger du permissionnaire la justification du paiement régulier des primes d'assurances. Cette communication n'engagera en rien la responsabilité de l'Etat pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant des assurances s'avèreraient insuffisants.

### **Article 8 : Retrait – Révocation**

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable et pourra, de ce fait, être retirée à toute époque, en cas d'inexécution des conditions imposées ou bien si les besoins de la Défense ou un intérêt public justifient cette mesure ce dont l'administration restera seul juge, et ce, sans que le permissionnaire ou leurs ayants droit puissent prétendre à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

#### **1/ Retrait à l'initiative de l'Etat**

L'Etat se réserve le droit de retirer pour un motif d'intérêt général (notamment en cas de vente de l'immeuble) l'autorisation du présent acte sans que le permissionnaire ne puisse prétendre à indemnisation.

Le retrait sera prononcé par décision de l'Etat. La notification au permissionnaire en sera faite par lettre recommandée avec accusé réception. Celui-ci prendra ses dispositions pour libérer les lieux dans le délai imparti par l'Etat, en cas d'aliénation de l'immeuble, ce délai ne pourra être inférieur à six mois.

## 2/ Révocation à l'initiative de l'Etat

L'Etat pourra révoquer l'autorisation du présent acte, en cas de non-respect par le permissionnaire de ses obligations, quinze jours après mise en demeure restée infructueuse.

Dans cette situation, le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité, quelle qu'elle soit, notamment pour investissement ou frais engagés par lui dans l'intérêt du domaine mis à sa disposition.

## 3/ Renonciation à l'initiative du permissionnaire

Le permissionnaire peut renoncer au bénéfice de l'autorisation, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Suite à une renonciation de sa propre initiative, le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Dans tous les cas de retrait ou de révocation ou de renonciation du permissionnaire, les redevances domaniales payées d'avance resteront acquises à l'Etat, sans préjudice du droit, pour ce dernier, de poursuivre le recouvrement de toutes les sommes pouvant lui être dues.

## Article 9 : Remise en état

Dans le cas où pour quelque cause que se soit, la présente autorisation serait retirée, le permissionnaire devra remettre les lieux en leur état primitif, faute de quoi les mesures nécessaires pour y parvenir seront prises d'office aux frais du permissionnaire par l'autorité militaire, à moins que cette dernière n'accepte formellement le maintien partiel ou total des installations dont le permissionnaire devra, dans ce cas, faire abandon gratuit à l'Etat.

## Article 10 : Nullité

Si l'une ou plusieurs stipulations de la présente autorisation sont tenues pour non valides ou déclarées telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et leur portée.

## Article 11 : Attribution de juridiction

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la présente autorisation est l'objet, la cause, ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'immeuble précité.

## Article 12 : Impôts taxes déclarations

Le permissionnaire doit supporter seul la charge de tous les impôts, et notamment les taxes foncières auxquelles sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté.

**Article 13 : Annexes**

Plan de situation n° 830 090 502 U

Plan de cadastral n° 830 090 502 U

Plan des occupations n° 830 090 502 U

**Article 14 : Ampliations**

Quatre ampliations de la présente autorisation seront adressées à monsieur le trésorier payeur général du département du Var pour notification au permissionnaire de celle qui lui est destinée.

Fait à Toulon, le **16 SEP. 2010**

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'F' followed by a vertical line and a horizontal crossbar, resembling a stylized 'H' or 'FH'.



SERVICE D'INFRASTRUCTURE  
DE LA DEFENSE

**SGA**  
Service Général de l'Armée

**SID**

SERVICE DOMANIALITE - URBANISME - LOGEMENT

B. P. 31036 - 83057 TOULON CEDEX

Tél: 04 94 02 48 34 Fax: 04 94 02 30 71

dtmtoulon.dom@wanadoo.fr

**OLLIOULES**

**ZONE DE LAGOUBRAN**  
(Annexe Nord Pyrotechnie)

**830 090 502 U**

**Septembre 2009**

**PLAN DE SITUATION**

**ECHELLE : 1/25000°**

**ZONE DE LAGOUBRAN**  
(Annexe Nord Pyrotechnie)





